

**Jean-Michel CLÉMENT**

*Vienne (3<sup>ème</sup> circonscription)  
Socialiste, radical, citoyen  
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 161, posée le 25 mars 2008. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 2477). Appelée le 25 mars 2008. Aides de l'État (p. 890)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

## PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

## JUSTICE

**Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)**

Son intervention (p. 4192)

*Procédure des questions :*

Justice : aide juridictionnelle : crédits budgétaires (p. 4192)

**Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)**

Son intervention (p. 5283)

*Thèmes :*

Agriculture : agriculture biologique (p. 5283)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5283)

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5283)

Environnement : développement durable : politique agricole (p. 5283)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5283)

Santé : sécurité sanitaire (p. 5283)

**Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)***Après l'article 1er quater*

Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Corinne Erhel (interdiction de toute production d'organismes génétiquement modifiés dans l'aire géographique de production d'un produit sous appellation d'origine contrôlée) (p. 5284)

**Explications de vote et vote [12 décembre 2007] (5287)**

Ses explications de vote (p. 5287)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5288)

**Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental**

## EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)**

Son intervention (p. 783)

*Thèmes :*

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 784)

Justice : rétention de sûreté (p. 783)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 784)

**Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)**

Son intervention (p. 935)

*Thèmes :*

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 935)

Droit pénal : discrimination (p. 935)

Justice : prescription (p. 935)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 935)

**Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)**

Son intervention (p. 1905)

*Thèmes :*

Assemblée nationale : commission des affaires économiques (p. 1906)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 1906)

Entreprises : compétitivité (p. 1906)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1905)

Impôts et taxes : réforme fiscale : entreprises (p. 1907)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1907)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 1906)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale : entreprises (p. 1906)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 1906)

**Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)**

*Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)*

Son amendement n° 113 (p. 1908)

Son intervention (p. 1909)

*Après l'article 4*

Son amendement n° 114 (temps passé en réunion par les membres du groupe spécial de négociation : temps de travail effectif) : retiré (p. 1912)

*Article 5 (futures règles sur la participation des salariés aux organes d'administration de la société absorbante ou issue de la fusion transfrontalière)*

Son amendement n° 117 (p. 1913)

*Après l'article 5*

Son amendement n° 115 (protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du conseil d'administration et de surveillance de la société issue d'une fusion transfrontalière) : retiré (p. 1913)

Son amendement n° 116 (protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du conseil d'administration et de surveillance de la société issue d'une fusion transfrontalière) : retiré (p. 1913)

**Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1917)**

Ses explications de vote (p. 1917)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1917)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3660)**

Son intervention (p. 3664)

*Thèmes :*

Entreprises : compétitivité (p. 3665)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 3665)

Entreprises : représentants du personnel : fusion transfrontalière (p. 3664)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 3665)

**Explications de vote et vote [19 juin 2008]**

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3665)

**Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)**

Son intervention (p. 1926)

*Thèmes :*

Droit civil : prescription : délais (p. 1926)  
 Droit civil : prescription : études d'impact (p. 1927)  
 Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1929)  
 Entreprises : salariés : indemnisation des victimes (p. 1928)  
 Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1927)  
 Lois : codification (p. 1928)  
 Parlement : Sénat : missions d'information (p. 1927)  
 Propriété : immeubles : prescription (p. 1927)

### **Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)**

*Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 22 à 27 et 29 (p. 1934 et s.)

*Article 3 (interdiction des modifications contractuelles de la prescription et délai de prescription applicable aux actions des professionnels pour les produits et services qu'ils fournissent aux consommateurs)*

Son amendement n<sup>o</sup> 30 (p. 1941)

*Article 4 (interdiction des modifications contractuelles de la prescription)*

Son amendement n<sup>o</sup> 31 (de suppression) (p. 1941)

*Article 5 (actions en annulation de mariage)*

Son amendement n<sup>o</sup> 32 (p. 1941)

*Article 6 (prescription de l'action des notaires et des huissiers en recouvrement de leurs frais et de l'action en responsabilité contre les huissiers)*

Son amendement n<sup>o</sup> 33 (p. 1942)

*Article 6 ter (prescription des obligations financières liées à la réparation des dommages causés à l'environnement)*

Son amendement n<sup>o</sup> 34 (p. 1942)

*Article 8 (prescription en matière salariale)*

Son amendement n<sup>o</sup> 35 (p. 1943)

### **Projet de loi n<sup>o</sup> 842 de modernisation de l'économie**

#### PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)**

Son intervention (p. 2791)

*Thèmes :*

Droit civil : fiducie (p. 2791)

Entreprises : simplifications administratives (p. 2791)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2791)

Entreprises : procédure de sauvegarde : réforme (p. 2791)

Etrangers : cartes de résident : délivrance (p. 2791)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2791)

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

*Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 977 à 991 (p. 3061 et s.)

*Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)*

Son amendement n<sup>o</sup> 992 (de suppression) (p. 3138) :  
 SCRUTIN PUBLIC (p. 3140)

### **Proposition de loi n<sup>o</sup> 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines**

#### DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)**

Son intervention (p. 3671)

*Thèmes :*

Automobiles et cycles : incendies (p. 3671)

Collectivités territoriales : indemnisation (p. 3671)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 3672)

Justice : crédits budgétaires (p. 3671)

Justice : informatisation (p. 3672)

Justice : exécution des décisions (p. 3672)

Justice : victimes : fonds de garantie (p. 3671)

Ordre public : indemnisation des victimes : automobiles (p. 3671)

Ordre public : indemnisation des victimes : provisions (p. 3671)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : délais (p. 3671)

**Discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3672)**

*Article 3 (amélioration des conditions d'indemnisation des propriétaires de véhicule victimes d'une destruction volontaire par incendie de leur bien)*

Son intervention (p. 3672)

**Explications de vote et vote [19 juin 2008]**

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3672)

**Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3828)

Son intervention (p. 3838)

*Thèmes :*

Architecture : architectes (p. 3839)

Collectivités territoriales : gestion (p. 3839)

Collectivités territoriales : délégations de service public (p. 3839)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3828, 3838)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3839)

Finances publiques : dette publique : calcul (p. 3838)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : contentieux (p. 3839)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : élargissement (p. 3838)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : évaluation (p. 3838)

**Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)**

*Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)*

Ses interventions (p. 3845 et s.)

*Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)*

Son intervention (p. 3849)

**Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)**

Son intervention (p. 4603)

*Thèmes :*

Collectivités territoriales : transferts de compétences : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4603)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4603)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4603)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4604)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité pénale (p. 4604)